Par Sacha Wigdorovits



Pour le 100e anniversaire d’Ivan Wigdorovits

Aujourd’hui, le 30 octobre 2025, mon père aurait eu 100 ans. Jeune étudiant hongrois, mon père était venu en Suisse en 1947 pour réaliser son vœu le plus cher : Obtenir un diplôme d’ingénieur en électricité à l’Ecole polytechnique fédérale de Zurich, mondialement connue, ce qu’il a fait.

Mon père était déjà très lié à la Suisse. C’est en effet une lettre de protection délivrée par le vice-consul suisse à Budapest, Carl Lutz, qui lui a sauvé la vie en tant que Juif dans la Hongrie occupée par les Allemands. Il a ensuite été contraint de se réfugier dans la clandestinité pour échapper aux « Croix fléchées », les nazis hongrois.

Le lendemain de son arrivée à la gare centrale de Zurich, la vie de mon père a commencé à changer pour le mieux : A Wettingen, il a rencontré Branka Frank, une jeune femme juive de Yougoslavie – ma mère.

Elle est arrivée en Suisse en août 1943 avec sa mère, ses deux sœurs et d’autres

membres de sa famille proche. En tant que réfugiés illégaux, ils sont arrivés d'Italie à Castasegna, dans les Grisons. Elles ont été sauvées par trois soldats suisses qui, aux cris de « Svizzera, Svizzera », les ont guidées du no man's land à la frontière italienne vers la sécurité en Suisse.

Un quatrième soldat, un jeune avocat zurichois du nom de Veith Wyler, les a empêchés le lendemain d'être à nouveau expulsés vers l'Italie, alors déjà occupée par les Allemands, et donc vers une mort certaine.

Ces quatre soldats suisses ont agi contre l'ordre explicite du Conseil fédéral. Tout comme Carl Lutz, qui a sauvé la vie de plus de 60 000 Juifs hongrois grâce à sa politique de lettres de protection adoptée par la suite également par la Suède, avait agi contre la politique officielle suisse.

La même chose a été faite à Saint-Gall par le commandant de police Paul Grüninger, qui s'est également opposé à cette politique inhumaine et a sauvé de la mort des milliers de réfugiés juifs entrés illégalement en Suisse. De même, la population de Diepoldsau a agi contre l'ordre du Conseil fédéral en bloquant le passage de la frontière avec l'Allemagne en 1942 afin que la police ne puisse pas y renvoyer 20 réfugiés juifs.

Tous ces citoyens suisses se sont opposés, pour des raisons de conscience chrétienne et d'humanité, à la politique antijuive et pro-nazie du Conseil fédéral. En effet, celui-ci avait décidé en 1938, à l'initiative du chef de la police des étrangers de l'époque, Heinrich Rothmund, de ne plus accueillir de réfugiés juifs.

Plus tard, le conseiller fédéral de l'époque, Eduard von Steiger, a défendu cette politique favorable au nazisme avec les mots tristement célèbres : « La barque est pleine ».

Mais la justification officielle du Conseil fédéral et de la police des étrangers était alors que les personnes persécutées pour des raisons « raciales » et non « politiques » ne devaient pas être reconnues comme des réfugiés. Afin de faciliter l'application de cette décision, la Suisse a demandé au gouvernement allemand d'apposer sur les passeports des Juifs allemands le fameux « tampon juif ».

Outre l'argument juridique selon lequel les Juifs, en tant que « persécutés pour des raisons raciales », ne sont pas de véritables réfugiés, le Conseil fédéral a également justifié sa politique par l'argument cynique selon lequel l'accueil d'un trop grand

nombre de Juifs entraînerait une propagation de l'antisémitisme en Suisse.

Comme on le voit aujourd'hui, cette politique n'a pas fonctionné. En effet, bien que la Suisse ne compte que 18 000 juifs – soit environ 0,2 % de la population -, nous sommes aujourd'hui confrontés à un antisémitisme sans précédent dans notre pays.

Dans les rues et les universités, il s'exprime par des appels à la destruction d'Israël, déguisés en revendication « from the river to the sea ». Et par les cris de « mort aux juifs », que l'on appelle aujourd'hui « sionistes » pour ne pas avoir à les appeler juifs.

Mais cet antisémitisme est à nouveau soutenu et encouragé par de nombreux hommes politiques. Avec toutefois une différence de taille par rapport aux années 1930 et 1940. A l'époque, ce sont les milieux nationalistes-conservateurs germanophiles qui ont façonné l'attitude antisémite de la Suisse. Aujourd'hui, en revanche, ce sont les sociaux-démocrates et les Verts.

Bien entendu, ces partis rejettent catégoriquement l'accusation d'antisémitisme. En effet, leur politique n'est pas dirigée contre les Juifs en général, mais « seulement » contre Israël, disent-ils.

C'est de la langue de bois. Car nier au seul État juif au monde le droit de se défendre contre les terroristes palestiniens, c'est nier aux Juifs le droit d'exister. Peu importe où.

Les politiciens de gauche favorables aux Palestiniens ont repris l'hypocrisie de leurs prédécesseurs bourgeois favorables au nazisme. Aujourd'hui, le conseiller fédéral socialiste Beat Jans affirme qu'il accueille les enfants blessés et leurs familles de Gaza pour des raisons d'humanité.

Si Jans s'intéressait réellement à l'aide humanitaire, il aurait veillé à ce que les millions de francs que cette action engloutit soient utilisés sur place et dans les pays voisins pour les soins médicaux, où ils seraient bien plus efficaces. En outre, les enfants et les adultes de Gaza ont toujours été soignés dans les hôpitaux israéliens. Généralement gratuitement.

Mais Jans ne cherche pas du tout à aider. Avec son « action de relations publiques honteuse » (Filippo Leutenegger, président du canton de Zurich pour le PRD), il veut donner un signal de protestation contre Israël, que son parti, le PS, accuse tout à

fait injustement de « génocide » contre les Palestiniens.

Jans va ainsi encore plus loin que ses prédécesseurs Eduard von Steiger et Giuseppe Motta et que le chef de la police des étrangers Heinrich Rothmund. A l'époque, ces derniers avaient simplement empêché la Suisse d'accueillir des Juifs persécutés. En revanche, avec les adultes palestiniens qui accompagnent les enfants de Gaza, Jans accueille des membres d'un groupe de population dont l'objectif déclaré est l'extermination des Juifs. Et il le fait en toute connaissance de cause.

Mes parents me manquent beaucoup. Mais je suis heureux qu'eux, qui sont devenus plus tard des Suisses reconnaissants et fiers, n'aient plus à vivre cela.

Cet article est également paru sur Nebelspalter.ch

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.